



SYNDICAT MIXTE des PORTS du BASSIN d'ARCACHON

Conseil Syndical du 12 décembre 2023

Votants présents :

M. Jean GALAND, M. Jean-François BOUDIGUE, Mme Marie LARRUE, M. Jean-Yves ROSAZZA, M. Xavier DANAY, M. Bruno LAFON, M. Cédric PAIN.

M. Patrick DAVET donne pouvoir à M. Jean-François BOUDIGUE pour le représenter, émettre tout vote et signer tout document.

Excusé(e)s :

Mme Karine DESMOULIN, Mme Pascale GOT, M. Vincent MAURIN, Mme Béatrice AURIENTIS, M. Patrick DAVET.

Assistaient à la réunion :

Mme Nelly DELEPINE, M. Éric COIGNAT, M. Alain BALLEREAU.

Président de séance :

M. Jean GALAND.

Secrétaire de séance :

M. Jean-François BOUDIGUE.

Assistaient également à la réunion :

M. Cyril CLEMENT (SMPBA), M. Thierry DAVID (SMPBA).

Les convocations aux membres du Conseil Syndical ont été envoyées le 24 novembre 2023.

- Délibération n° : 26-2023

- Objet : Débat d'Orientation Budgétaire 2024.

Le Conseil Syndical du SMPBA réuni ce jour, 12 décembre 2023, à La Teste de Buch approuve à l'unanimité la présente délibération.



SYNDICAT MIXTE des PORTS du BASSIN d'ARCACHON **Conseil Syndical du 12 décembre 2023**

Délibération n° : 26-2023

Objet : Débat d'Orientation Budgétaire 2024

Le Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon est aujourd'hui stabilisé en terme de ressources (dotation départementale, redevances et quelques subventions) et de dépenses (investissements, entretien maintenance de son périmètre et fonctionnement propre de sa structure).

Au-delà de sa mission de gestion du domaine public portuaire il s'attache à développer sa capacité à réaliser d'importants travaux sur son périmètre, constitué aujourd'hui de seize ports.

Son plan de charge est immense au regard des besoins et des attentes des usagers, des professionnels et des élus. Si sa situation financière saine et la stabilité de ses ressources ont permis de recourir à l'emprunt en 2022 et 2023 pour accélérer les investissements notamment à connotation sécuritaire, son faible budget limite naturellement sa capacité à emprunter davantage.

L'année écoulée a permis d'abonder, via la tarification, les ressources à hauteur de 2,65M€. Près de 3000 contrats sur le plan d'eau et environ 1000 AOT terrestres ont généré respectivement 1,75 M€ et 900 K€ de recettes.

En 2023, le plan de charge a une nouvelle fois été dense sur toutes les communes, consommant la totalité du budget alloué autant dans la réalisation d'infrastructures portuaires, que dans l'entretien et la maintenance des installations et des zones de mouillage. A ces réalisations, il faut ajouter le dragage du vieux port à Lanton.

L'année 2024 devrait voir une légère augmentation des ressources issues de la tarification avec une légère augmentation tarifaire, et de nouvelles recettes consécutives à la réalisation d'aménagements portuaires. Elles seront comme chaque année complétées par celles issues des 2 régies (carburant et aire de carénage). Des subventions sont également espérées suite au dépôt de nombreux dossiers de demande.

En termes de ressources, la structure pourra donc notamment compter en 2024 sur les recettes suivantes :

- la dotation annuelle du Conseil Départemental de 2 622 253 € (734 570 € en fonctionnement et 1 887 683 € en investissement) ;
- les redevances (estimation 2,85M€) ;
- le résultat 2023 qui abondera le BS au printemps ;
- d'éventuelles subventions suite au dépôt de nombreux dossiers.

Un montant estimatif de 5,5M € constitue ainsi les recettes du SMPBA attendues en 2024. Il est en baisse puisqu'il n'est pas prévu de recourir de nouveau à l'emprunt cette année.

La prise en compte des emprunts du Département, de Lanton, d'Andernos-les-Bains et de celui souscrit en 2022 et 2023 s'élèvera à 560 000 € en 2024 (capital et intérêts).

L'imputation de la masse salariale et des frais de fonctionnement et maintenance des infrastructures pour 500k€) sont pour leur part

Au final, il est donc permis d'envisager de consacrer un montant d'environ 2,6 M€ aux investissements et au dragage hors subventions éventuelles.

Les opérations suivantes sont notamment inscrites pour les prochaines programmations dans ce cadre (en italique les opérations déjà au stade minimum d'études de définition) :

- **Dragage :**

Port Ostréicole d'Andernos-les-Bains (800k€); - C

Convention avec le SIBA pour l'UGS de Gujan-Mestras (400k€ en 2024) ;

Dragage hydraulique du port de Larros à Gujan-Mestras (200k€); - ()

- **Investissement :**

Enfouissement des réseaux et voiries à Arès (40k€ T1); - fin 2.

Rénovation des sanitaires à Arès (20k€);

Rénovation port du Bétay Andernos finT1/débutT2 (2,7M€ 2024 hors budget) ;

Réparation urgence digue Port Ostréicole Andernos-Les-Bains (100k€ T1) ;

Aménagement de voiries à Cassy à Lanton (100k€);

Cale de mise à l'eau à Fontainevieille (60k€) ;

Rénovation de sanitaires à Cassy et Vieux Port à Lanton (40k€) ;

Création de sanitaires à Fontainevieille à Lanton (115k€) ;

Rénovation de cabanes aux ports de Biganos et des Tuiles à Biganos (30k€) ;

Travaux sur voiries au port des Tuiles à Biganos (80k€) ;

Quai et aménagement pontons dont patrimonial à Larros, Gujan (1,6M€);

Renaturation Friche « Codimer » phase 1 (460k€ si subvention), Gujan;

Quai professionnel digue Ouest port de Meyran Ouest, Gujan (2,6M€);

Réalisation de l'allée des Ostréiculteurs à La Teste centre (2,6M€) ;

Sécurisation de la plaisance au port de Rocher à La Teste de Buch (650k€);

Aire de carénage à La Teste de Buch au pôle nautique (200k€ rejet EU) ;

Cette délibération a pour objectif de se prononcer sur ces orientations.

Décision :

Le conseil syndical du Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon réuni le 12 décembre 2023 décide :

- La prise en compte des orientations ici dépeintes ;
- De donner mandat au Président pour signer tous documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente décision.

Fait et délibéré à La Teste de Buch, le 12 décembre 2023.

Le Secrétaire de Séance



Jean-François BOUDIGUE

Le Président du Syndicat Mixte
des Ports du Bassin d'Arcachon



Jean GALAND

Le Président,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa réception par le représentant de l'État et sa publication.